

BRUNO GACCIO



Petit manuel de survie à l'intention d'un socialiste dans un dîner avec des gens de gauche

Petit manuel de survie à l'intention d'un socialiste dans un dîner avec des gens de gauche

Avoue-le, ami Socialiste, tu as de plus en plus de mal à honorer une invitation à dîner chez des « gens de gauche ».

Pourquoi ?

Parce qu'en 1983 madame Lagauche épousait officiellement monsieur Lemarché et qu'après trente ans de mariage, c'est un foutoir sans nom. Parce qu'après tant de capitulations et de renoncements, la question que je me pose est à la hauteur de nos désillusions : être de gauche et être socialiste serait-il devenu contradictoire ?

Donc, chaque fois qu'on te convie à un de ces repas du soir, il tourne au dîner de cons, on s'y moque de toi et on t'engueule. Jean Degauche est mécontent.

Alors pour survivre à un dîner risqué, ce livre contient quelques conseils et deux ou trois vérités...

Tu n'es pas de gauche ? Tu vas rire encore plus !



Extrait de la publication

Bruno Gaccio

Écrivain, scénariste, producteur ou chroniqueur, Bruno Gaccio est un homme aux multiples casquettes. Le « guignol » libertaire a le verbe acéré et touche juste. Très impliqué, il participe en 2012 à la fondation du collectif Roosevelt.

ISBN : 979-10-209-0087-6

© Les Liens qui Libèrent, 2013

Merci à Diane, Laurent, Anne Laure et Fontenouilles

Bruno Gaccio

PETIT MANUEL DE
SURVIE À L'INTENTION
D'UN SOCIALISTE
DANS UN DÎNER AVEC
DES GENS DE GAUCHE

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

*C'est de plus en plus difficile d'être de gauche...
surtout quand on n'est pas de droite.*

G. BEDOS

*La bonne colère c'est le sentiment qui accom-
pagne le désir de justice. Sans cette colère juste,
le désir de justice reste une velléité impuissante.*

ARISTOTE

« Je suis désolé, je ne suis pas socialiste,
je ne peux pas l'être : je suis de gauche. »

*Bruno Gaccio, Bourse du Travail, Paris,
septembre 2012. Meeting de soutien à la motion de
Stéphane Hessel pour le congrès de Toulouse.*

Introduction

Avoue-le, ami socialiste, depuis quelque temps, tu as du mal à honorer une invitation à dîner chez des «gens de gauche». Chaque fois qu'on te convie à un de ces repas du soir, il tourne au dîner de cons, on s'y moque de toi et on t'engueule. Jean Degauche est mécontent.

J'en suis, autant le dire clairement.

Être de gauche et être socialiste est devenu contradictoire; l'idée de socialisme ne va plus de pair avec le fait d'être ou de se sentir «de gauche». Depuis l'élection de François Hollande, ce qui était une sensation diffuse est devenu une réalité palpable. Le constater n'est même pas le fruit d'une espérance déçue.

La hauteur d'une ambition affichée et la désillusion qui s'ensuit lorsque cette ambition est abandonnée au profit d'un «incontournable» réalisme, auraient été chose pardonnable. Difficilement pardonnable, compte tenu de la fréquence des abandons successifs mais... pardonnable encore une fois.

C'est autre chose qui s'est produit : c'est un renoncement. Une capitulation en rase campagne avant même d'avoir

livré bataille contre cet adversaire enfin désigné! Déroulons les faits rapidement parce que le dîner approche et que tu vas avoir besoin de mes services.

Le 22 janvier 2012, dans un meeting au Bourget, François Hollande disait ceci : « Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. [...] maîtriser la finance commencera ici par le vote d'une loi sur les banques qui les obligera à séparer leurs activités de crédit de leurs opérations spéculatives. »

Il le répétera à Toulon le 24 janvier, à Carmaux le 16 avril, et à Paris le 2 mai.

Dix mois plus tard, le 15 novembre 2012, Pierre Moscovici déclarait devant l'AMF (Autorité des marchés financiers) au sujet de la loi sur la séparation des banques, censée incarner cette promesse : « Cette réforme est faite dans l'intérêt même du secteur financier. » On a connu des retournés de vestons plus subtils. Sur ce coup, le cocufiage nous fut signifié pleine face : c'est un choix.

Entre-temps, faut-il le préciser, la situation avait légèrement évolué : François Hollande était devenu président de la République et Pierre Moscovici son ministre des Finances.

« Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. » Cette imbécile sentence fut enfoncée comme une évidence dans le crâne des électeurs par Charles Pasqua, et elle fit rire. Pourtant, ne pas tenir une promesse demeure un manquement, constitue une offense et forme un déshonneur. Je refuse pour ma part d'agir comme si ce qui était dit n'avait

Introduction

aucune importance parce qu'un jour un amateur de couillonades méditerranéennes déclara : «les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent» et que, depuis, ceux qui les profèrent se croient libérés de les tenir simplement du fait qu'«on» sait bien que ce sont des paroles qui n'engagent pas vraiment. Cynisme contre cyniques? Tout cela n'a pas de sens. Une promesse est une promesse, ne pas la tenir autorise la vindicte, je connais même des Corses qui évoqueraient une vendetta.

Cette loi sur la «séparation des banques» – loi qui ne sépare rien du tout, mais filialise – fait toujours de l'État, c'est-à-dire du contribuable, le garant implicite contre la faillite d'un établissement bancaire. Quand on nous présente une «séparation», c'est plus qu'un abus de langage, c'est un mensonge d'état.

Pas un seul président des quatre banques universelles visées par cette loi n'a protesté, même pour la forme : c'est la meilleure preuve que cette loi ne change rien. Cette loi est le symbole le plus cruel de ce renoncement pour Jean Degauche. Et tu le sais, ami socialiste, puisque tu travailles rue de Solférino, au siège du PS. Tu n'es qu'une petite main, mais cela compte : tu te dois d'être fidèle.

Solférino est sans doute le dernier endroit dans lequel on trouve des socialistes d'ailleurs. Ils vivent entre eux, comme dans une réserve sioux, protégés par de hauts murs, des vitres blindées et des caméras thermiques.

Du coup, lorsque tu sors dîner chez Jean Degauche, le simple fait d'avoir à justifier que tu as voté deux fois Hollande en 2012 te donne la nausée. Et te renier te fait horreur. Tu le vis mal et c'est compréhensible.

Tu as aussi constaté qu'on t'invitait moins depuis quelques mois.

Tu ressens peut-être aujourd'hui ce que ressentait un militant communiste des années 80, tu sais : celui dont tu te moquais à l'époque, ce vieux con qui vivait dans sa réserve comanche de la place du Colonel-Fabien ?

Comme lui, tu n'es plus du tout certain d'être dans le vrai mais tu répètes inlassablement le même mensonge, de congrès en université d'été, de séminaire en réunion : *le parti socialiste est l'avenir de l'humanité, la reprise est là, le bout du tunnel peut-être pas si loin, confiance, unité, motivation, ça va marcher si on veut que ça marche, c'est sûr!*

Prends conscience de ça, ami socialiste : plus personne ne veut de ta certitude.

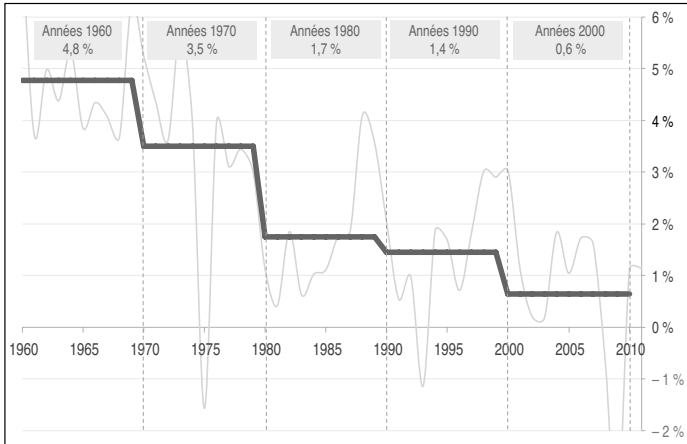
Pour commencer, tu es englué dans l'idée fausse d'une croissance forte et salvatrice qui «bientôt» va revenir et améliorer le sort de l'humanité¹. Depuis dix ans on entend ceci de la bouche des ministres du Budget : «Le budget de l'année 20XX avait été construit sur un pronostic de croissance optimiste (+0, X%), révisé à la baisse en avril dernier (+0,1 %). L'exécutif reprend à son compte la prévision de l'Insee (-0,1 % pour 20XX), mais il reste plus optimiste que le FMI (-0,2 %) ou l'OCDE (-0,3 %). Le ministre espère la reprise qui, selon lui, se dessine.» «Ce qui est important, c'est que la tendance s'inverse. Après deux trimestres de croissance négative, le dernier de 20XX et le premier de 20XX, les deuxième et troisième trimestres 20XX renoueront avec une croissance positive, gagnagna».

Si on passe sur l'expression «croissance négative» qui est assez marrante puisqu'elle revient à dire : «on monte vers le bas», regarde juste ce tableau :

1. Lire à ce sujet l'excellent livre de l'excellent Olivier Berruyer : *Les faits sont têtus*, Les Arènes, 2013.

Introduction

Évolution annuelle en volume du PIB français par habitant
1960-2011 et taux annuel moyen par décennie [Source : INSEE]



La croissance baisse d'un point en moyenne par décennie depuis cinquante ans. Il faut, selon toutes les études, environ 2,5 points de croissance du PIB¹ pour assurer un taux de chômage très bas. Depuis trente ans, bien avant « les crises » donc, on ne les trouvait pas. Voilà pourquoi le chômage est élevé, à de rares et courtes périodes de rémission près, depuis ces trente dernières années. Croire qu'une croissance

1. Le PIB (produit intérieur brut) c'est la comptabilité nationale, la somme de la production qui constitue la valeur des biens et services produits par un pays. Il date de 1945 en France. C'est un indicateur discutable car il additionne surtout les productions sans jamais calculer les dépenses (destruction des ressources notamment). Par exemple si un pays va très mal et qu'il consomme plein d'antidépresseurs, plein d'armes, plein de cercueils et plein de médicaments, ces résultats apparaissent en « positif » dans le PIB, c'est assez marrant, lire à ce sujet *Les faits sont têtus*, d'Olivier Berruyer, *op. cit.*

forte et durable va revenir pour créer des emplois relèverait au mieux du miracle. C'est possible, note bien, mais il faudrait délocaliser le ministère des Finances à Lourdes pour forcer un peu le destin¹.

D'ailleurs depuis 2000 ans, seule une période minuscule de notre histoire a vu une croissance à plus de 5% : de 1945 à 1974. Le reste du temps ? Entre 0 et 0,1% de l'an 1 à 1800 puis 1% jusqu'en 1940. Cette période de forte croissance correspond à la fois à l'explosion industrielle et à l'équipement des ménages en biens de confort et à la reconstruction d'après-guerre. Aujourd'hui nous sommes tous bien équipés, même les plus modestes, donc nous sommes sur une économie de renouvellement (voitures, électroménager, téléphone, etc.). Nous achetons aussi des objets inutiles mais bon... ce n'est pas folichon pour un grand boum de croissance. Par contre, une économie de reconstruction d'après-guerre reste, hélas, une option possible. S'il reste quelque chose à reconstruire bien évidemment. Donc, ami socialiste, arrête de nous vendre ta reprise et ta croissance. On n'y croit pas. Sauf si tu appelles 0,1 point de croissance une embellie.

L'élection de «François» – c'est comme ça qu'on l'appelle quand on est socialiste – n'a rien apporté : à part se serrer la ceinture, faire pénitence sur les avantages indus dont la population en général serait bénéficiaire, nous miner par l'obsession comparative : regardez comment les Allemands... regardez comment les Slovaques... regardez comment les Suédois ont fait ceci et cela..., pas une ligne d'espoir pour te faire briller dans un dîner. Rien qui ne

1. Lire aussi *C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on peut s'en sortir!*, de Pierre Larrourou, Nova Éditions, 2012.

Introduction

ré-enchanté le rêve français. Si en fin d'année, on trouvait – avant les élections – 0,5 point de croissance, tu crierais victoire, toi? Tu oserais?

Quand tu dois argumenter dans un de ces dîners qu'affectionne Jean Degauche, où l'on «échange des idées» et qui commencent tous par : «On ne parle pas de politique!» pour finir depuis quelques mois par : «En fait Marine, si t'enlèves le côté raciste endémique du FN, elle dit pas que des conneries», tu te rends compte que ton discours est en fin de pile, que tu n'as plus un argument propre à te mettre et que toutes tes idées sont au sale.

Idéologiquement, tu es en slip.

Une agonie.

Pourtant, il y a dix-huit mois encore, tu affichais gentiment une naïveté de taureau entrant dans l'arène. Tu rayonnais même de la puissance que te conférait cette naïveté, prêt à affronter picadors Front de Gauche et toreros libéraux. On allait voir ce qu'on allait voir! Encore imprégné du discours du Bourget où «mon adversaire c'est la finance» te fit presque pleurer, tu te sentais pousser des ailes pour porter haut l'idée qu'une gauche de gauche existait, qu'elle s'appelait PS et qu'elle allait changer la vie.

Tout de même, un conte de Noël au mois de mai, tu aurais pu te douter de quelque chose, non?

Dix-huit mois sont donc passés. Ce soir, tu arriveras à ce dîner avec l'air ébahi d'un chevreau de six semaines grimant dans le camion pour l'abattoir.

Déjà quand on te dira «bonsoir», tu sentiras une gêne; la tradition française veut qu'on ajoute un «ça va?» interrogatif après cette interjection. Ce «ça va?» qu'on t'adressera sera ta première torture. Il sera interrogatif ou ironique,

sincèrement désolé ou jeté trop vite, irrattrapable, comme un regret d'avoir posé la question :

– Ça va? Enfin pardon je veux dire, heu... ça va quand même quoi, je veux dire? Bon, entre.

D'autres seront cruels :

– Ça va, toi, malgré tout ce bordel? Ce qui se passe avec Hollande là? Il fait quoi, bordel, la danse de la pluie pour que tombe un orage de croissance? Et vous, au PS, vous foutez quoi, nom de Dieu?! Vous allez soutenir bêtement un syndic de faillite encore longtemps ou changer de crémerie? La prochaine fois, je vote Mélenchon, moi!

D'autres te tendront à peine la main, comme si ce socialisme que tu traînes comme une invalidité s'attrapait. Tu as un peu honte.

Tu montres encore ton appartenance au PS mais comme l'exhibitionniste montre son matériel : furtivement et sans amour-propre.

Le PS est entré en soins palliatifs et tu n'y peux rien : il est vieux, usé, fatigué. Son heure est venue. Toi le militant, tu pars simplement avec l'eau du bain.

Et ce bain se vide depuis trente ans.

Souviens-toi du 23 mars 1983 à 11 heures du matin.

Ça ne te dit rien le 23 mars 1983 à 11 heures du matin? Tous les socialistes connaissent cette date pourtant. Mais tu n'es qu'une petite main, c'est vrai.

Le 23 mars 1983 à 11 heures du matin – c'était un vendredi – François Mitterrand – qu'on n'appelait pas encore Tonton – fit le choix, après d'âpres discussions avec les plus hautes instances du parti, de rester dans le système monétaire européen. On esquissait l'idée de monnaie unique, on y brouillonnait ce qui deviendrait la matrice de l'euro. Un génie voulait même appeler ça «l'écu» et avait confié

Introduction

son design à Sylvia Bourdon, une ex-actrice porno des années 70. François Mitterrand allait accepter ce jour-là un plan de rigueur sans précédent afin de prendre en compte les contraintes de l'économie de marché. Fin de l'histoire.

C'était Lionel Jospin le premier secrétaire en 1983. Il parlera de parenthèse et oubliera de la refermer en arrivant lui-même au pouvoir en 1997. Le même qui en 2002 dira : « mon programme n'est pas socialiste et l'État ne peut pas tout ». Le même qui oubliera aussi d'être au second tour de la présidentielle de 2002.

En 1983, Le Premier ministre était Pierre Mauroy, vieux socialiste humaniste et social. Ouvrier aussi. Le dernier secrétaire du parti socialiste à avoir eu un métier. Il laissa bien vite la place à Laurent Fabius. Celui-là était jeune, brillant et, croyait-on, moderne... c'est lui qui baissera les impôts des plus riches dans des proportions qui impressionnèrent les plus libéraux. Personne n'a fait mieux depuis. Il vient de publier son patrimoine : 6 millions d'euros... même ses amis socialistes se marrent : *comment, il a si peu ?*

En acceptant la logique du marché, que la logique du marché, rien que la logique du marché, le PS faisait le choix de ne plus être de gauche¹. Tout bascula le 23 mars 1983. « Modernisation », « refondation » furent les cache-sexe du renoncement. En croyant ouvrir les yeux sur le « monde tel qu'il est », le parti socialiste renonçait à le transformer « tel qu'il serait bon qu'il soit ».

Idéalisme? Même pas. Avoue que dicter des règles économiques communes qui tiennent compte des libertés

1. Frédéric Lordon qualifie assez justement le PS de « droite complexée » et Emmanuel Todd qualifie cette gauche de « fraction modérée de la droite » .

individuelles, de la justice sociale et les faire respecter n'est pourtant pas si aberrant. Ça n'est même pas «de gauche» si on y réfléchit. D'ailleurs, l'enjeu n'est sans doute plus entre «de gauche» ou «de droite», mais entre régulation ou pas régulation. Qu'au nom de la liberté des lions les lions demandent le retour à la loi de la jungle, ça peut se comprendre. C'est que tous les autres acceptent qui est incompréhensible.

La régulation du marché, l'énonciation de règles strictes et contraignantes, mais structurantes sur le long terme, c'est ce que fit Roosevelt en arrivant au pouvoir en 1933 et qu'il scella dans le marbre avec les accords de Bretton Woods en 1944, en tout cas le croyait-il en les signant. Et Roosevelt n'était pas de gauche.

À ce stade la question qui mérite qu'on s'y arrête pendant quinze lignes est la suivante : «Oui, mais c'est quoi être de gauche?» Affaire de perception, disait Deleuze. C'est intéressant la perception. On peut être d'accord ou pas mais pour éclairer ta lecture voici la mienne : la vision large est de gauche. Être de gauche, c'est dessiner le point d'arrivée d'un projet qui prend en compte le plus grand nombre, l'idéal de ce projet s'il fonctionne comme prévu, pour y donner du sens et tracer un chemin «vers». À l'inverse, «être de droite» signifiant avoir «le nez dans le guidon» et gérer ce qu'il y a à gérer sans se poser la question du lendemain en d'autres termes que «demain est le même jour : on fait pareil». Bien pratique pour arguer de «réalisme de droite» opposé à «l'idéalisme de gauche». Mais à l'évidence, sans idée de là où on va et pour quelles raisons ce «là» est mieux qu'un autre, les raisons de faire changer ou évoluer les choses n'apparaissent plus ou semblent intenables. La droite organise toujours l'impuissance face à l'espoir.